Douar

E.B. et P. Boyer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/2209>

DOI : [10.4000/encyclopedieberbere.2209](https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.2209)

ISSN : 2262-7197

Éditeur

Peeters Publishers

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 1995

Pagination : 2519-2522

ISBN : 2-85744-828-7

ISSN : 1015-7344

Référence électronique

E.B. et P. Boyer, « Douar », *Encyclopédie berbère* [En ligne], 16 | 1995, document D88, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/2209> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.2209>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Douar

E.B. et P. Boyer

E.B.

- 1 Le mot douar est dérivé de l'arabe *dwara* (*duwar* en arabe maghrébin) qui s'applique au campement des nomades bédouins dont les tentes sont disposées en cercle de façon à délimiter, au milieu, un vaste espace dégagé où on rassemble les troupeaux pour la nuit. Les tentes de ces douars sont en nombre variable, allant d'une dizaine à plusieurs centaines, au gré des circonstances ou de l'importance des tribus. La disposition des tentes en douar est une habitude fort ancienne que pratiquent de nombreuses populations de pasteurs nomades. Avec le développement du semi-nomadisme et le passage à l'habitat sédentaire, le douar cède la place à la *dechra* et à la *mechta* (hameau) dont chaque unité domestique, gourbi ou maison en dur, possède sa cour privée entourée d'épineux ou de figuiers de Barbarie qui en font un enclos (*zeriba*).
- 2 Le mot douar aurait dû disparaître avec le nomadisme auquel il était si étroitement associé, mais par une aberration administrative, il reçut en Algérie un sens nouveau, presque antinomique du précédent qu'il supplanta dans le langage administratif. Cette mutation sémantique est étroitement associée aux fluctuations de la « politique indigène » et aux atermoiements des autorités coloniales pendant la seconde moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e. L'histoire vaut d'être contée.
- 3 Sous la domination turque, la circonscription territoriale de base était l'outhan, qui n'avait d'existence réelle que dans le Dar es-Soltan (région d'Alger, Sahel, Mitidja, vallée du Sébaou), alors que dans les trois beylics, les tribus conservaient une autonomie de fait, voire une indépendance totale comme chez les Zwawa de Grande kabylie, sauf les tribus rayas (soumises) et les tribus maghzen. A la tête de l'outhan était placé un caïd à compétence territoriale (alors qu'il existait à Alger différents caïds ayant autorité dans des domaines particuliers de l'organisation urbaine). A l'intérieur de l'outhan, le caïd contrôlait une ou plusieurs tribus, chacune dépendant d'un cheikh, chef traditionnel qui fixait l'assiette des impôts et en assurait le recouvrement ; le caïd remettait au bey le produit de ce recouvrement, en prélevant, au passage, son

pourcentage. En cas de difficultés ou de mauvaise volonté, il fallait attendre la méhallé, conduite par le bey en personne ou son khodja, pour que le versement se fisse.

- 4 La conquête de l'Algérie du Nord s'accompagna de tentatives diverses d'amélioration du cadre administratif. On tenta surtout de définir la qualité et la propriété des terres occupées par les tribus et de reconstituer le domaine du beylic afin de définir les espaces réservés à la colonisation, mais les Bureaux arabes* s'opposèrent, vigoureusement d'abord puis en sous main, à cette politique de « cantonnement des tribus ». Celle-ci fut abandonnée avec l'application du Sénatus Consulte du 22 avril 1863.

P. Boyer

- 5 Le Sénatus-Consulte déclarait les tribus propriétaires des territoires dont elles avaient la jouissance à quelque titre que ce soit. Son article 2 stipulait qu'il serait procédé à la délimitation du territoire des tribus et à leur répartition en « douars », ces douars devant correspondre en principe aux fractions (*ferka*) reconnues justement comme les cellules vivantes de la société indigène. Ainsi fut entreprise cette œuvre considérable tendant, après avoir enquêté dans chaque tribu, à en fixer les limites, en dresser le plan, à effectuer un relevé de la propriété existante et à procéder enfin au découpage en « douars », nouvelles unités territoriales stables qui substituait au concept fluctuant de la tribu. Le « *jus soli* » remplaçait un « *jus sanguinis* » plus ou moins mythique.
- 6 A la place du monde instable des tribus, en perpétuelle évolution, l'Administration allait avoir désormais affaire à un échiquier territorial précis et intangible devant lequel elle se sentait bien plus à l'aise. Sans même s'en rendre compte, les populations locales passaient d'une organisation tribale de type à une organisation communale de type occidental. A l'origine, ces nouveaux douars devaient correspondre aux ferka. Dans la pratique, et pour des raisons de commodité, on opéra des regroupements tendant à constituer une masse de 2 000 à 3000 administrés. Les grosses tribus furent scindées en plusieurs douars. Les petites, au contraire, furent quelquefois regroupées en un seul. Mais dans la plupart des cas ce fut la tribu en bloc qui se transforma en douar.
- 7 Les « communes mixtes » créées en 1875 mais dont l'organisation définitive est de juin 1881 constituaient la symbiose entre un cadre administratif de type occidental, la commune, et le cadre local que l'on venait de transformer en le stabilisant, mais qui n'en possédait pas moins de profondes racines : le douar, héritier de la tribu. La commune mixte groupait plusieurs douars, baptisés pour la circonstance « sections communales ». Chaque douar gérait ses propres affaires dans sa djemâ, sorte de conseil des anciens, que présidait l'ex-caïd, baptisé adjoint indigène. Ces adjoints indigènes, réunis au siège de la commune mixte avec les adjoints français, nommés puis élus dans les centres de colonisation, constituaient la Commission Municipale.
- 8 Le reproche que l'on pouvait faire – et que l'on fit – à ce système, fort rationnel au demeurant, était qu'il ne facilitait aucune évolution à la base. Au contraire, l'adjoint indigène, bénéficiant aux yeux des populations de l'appui du prestige des autorités coloniales, même lorsque cela était faux, ne tarda pas à prendre dans les délibérations des djemâ une autorité que n'avaient pas autrefois les chefs de tribus qui devaient toujours compter sur les réactions du clan adverse.

- 9 Pour remédier à la chose, on décida en 1919 de faire élire les membres des djemâ, désignés jusque là par la coutume, et d'enlever la présidence de l'assemblée à l'adjoint indigène, qui reprenait à cette occasion son ancien titre de caïd, pour la remettre à un Président de djemâ, élu. Cette réforme semblait devoir supprimer l'inconvénient signalé précédemment en ouvrant les voies à la démocratisation d'une institution plus que centenaire. En réalité elle allait se heurter à l'obstacle que rencontrèrent en Algérie toutes les réformes de portée générale : le manque d'unité d'un pays qui restait une agglomération, par certains côtés factice, de cas particuliers.
- 10 Chez les unes, les chefs jouissaient, de tradition, d'une autorité presque sans limite ; chez d'autres ils n'étaient que les mandataires de clans opposés. La transformation des tribus en douars n'avait en principe, rien changé à cet état de fait. Simplement les chefs s'étaient trouvés un peu plus détachés de la masse de leurs administrés, ce qui avait entraîné des conséquences en apparence contradictoires : d'un côté leur autorité naturelle et réelle s'était émoussée ; d'un autre côté leur autorité administrative et artificielle s'était accrue. Aussi les résultats de la réforme de 1919 furent-ils très variables. Dans de nombreux cas, le caïd désigna un de ses parents comme président de djemâ, choix que s'empressèrent d'approuver des djemâ sans consistance. Ailleurs ce fut le chef du clan opposé au caïd qui s'empara de la présidence, reconstituant cet équilibre du pouvoir par la dualité des dirigeants, cher aux populations berbères. Rares furent les douars où les faits répondirent aux intentions du législateur.
- 11 Cette persistance des structures ancestrales devait s'affirmer spécialement dans les régions où les particularismes locaux s'opposaient à la manie d'uniformisation.
- 12 L'exemple le plus éloquent est celui de la Kabylie. Ce pays, qui avait toujours conservé une structure originale le singularisant dans l'ensemble algérien, se vit appliquer de plano une série de mesures qu'il tendit à vider de leur contenu au fil des ans. La base de l'organisation était le village, ou *taddert*, gouverné par ses amis et sa djemâ, groupant les principaux des divers clans ou quartiers (*kharouba*). Or, l'administration ne connaissait jusque là que la tribu. En 1857, on regroupa donc les villages en tribu, donnant ainsi une existence matérielle à une notion toute sentimentale en pays kabyle. A la tête de la tribu fut placé un Amin des Amin (Amin el Oumena), par souci de transition, les Kabyles n'ayant jamais connu de caïds qui leur fussent propres. La tribu kabyle fut transformée, par la suite, comme les autres, en douar, et l'amin el oumena en adjoint indigène.
- 13 En effet les tribus de 1830 étaient loin de constituer un cadre uniforme et identique. C'était un simple moule, dans lequel se coulaient des réalités diverses.
- 14 La réforme du Caïdat, tendant à faire du caïd un simple fonctionnaire, et non le représentant naturel d'une communauté ethnique, allait avoir une conséquence diamétralement opposée au but recherché. Les liens s'étant distendus entre douars et caïds, les premiers acceptèrent passivement des caïds originaires d'autres régions. Il en résulta la possibilité, pour certaines grandes familles de réaliser grâce à leurs relations électorales un trust local des caïdats. Dans l'arrondissement d'Aumale, la majorité des caïdats était disputée, en 1951, entre deux familles, l'une en ayant obtenu 10, l'autre 12. On assista à l'édification de groupements analogues dans l'ouest du département d'Alger. Ce trust des caïdats devait se doubler, l'un appuyant l'autre, d'un trust des mandats électoraux.

E.B.

- 15 En Tunisie et au Maroc où le protectorat français fut moins pesant que l'administration coloniale en Algérie, le douar ne connut pas la même mutation de sens que dans ce pays. Le douar, réunion de tentes, subsista médiocrement chez les pasteurs nomades du Sud et sa raison d'être s'évanouit avec la sédentarisation et l'urbanisation. Dans ces deux Etats, le caïd était plus puissant que son homologue algérien et exerçait son autorité sur des populations plus nombreuses.
- 16 En Tunisie, sous le Protectorat, le caïd était devenu un agent délégué du Pouvoir central, à l'inverse, le cheikh continuait d'être issu de la masse des administrés ; il était le vrai chef de la fraction dont la définition territoriale était le cheikhhat. Le cheikh informait le caïd sur la situation politique et assurait le recouvrement de l'impôt, dont il retenait 5 % à titre de rétribution. Il était assisté par une assemblée de notables, la *chorka*. Aujourd'hui le cheikhhat, autrefois tribal est devenu l'*omda* (ou *omdana*), circonscription territoriale, sous l'autorité de l'*Omda*, au-dessus duquel se trouve le Délégué, lui-même subordonné au Gouverneur qui a succédé au caïd.
- 17 Au Maroc, le caïd exerçait son autorité sur plusieurs douars appartenant en principe à la même tribu ; chez les sédentaires ruraux son autorité s'exerçait sur plusieurs villages et parfois sur de vastes régions comme « les grands caïds de l'Atlas ». Le caïd était assisté de cheikhs conseillés par des djema. Le caïd veille sur la vie de la tribu, l'administre, y exerce des fonctions de police et assure le recouvrement des impôts. A un niveau inférieur de l'organisation administrative, le cheikh est aujourd'hui à la tête d'un *machikhat*, qui comme l'*omda* tunisien est la circonscription territoriale de base.

BIBLIOGRAPHIE

- DEAMBROGLIO K., « Législation et coutumes des Berbères du Sud tunisien », *Rev. tunis.*, t. X, 1903, p. 97-103.
- BERNARD A. et LACROIX N., « Les diverses catégories de nomades », *Evolution du nomadisme en Algérie*, Alger, 1906, p. 17-59.
- MONTAGNE R., *Les Berbères et le Makhzen dans le Sud du Maroc*, Trav. de l'année sociol., Paris, 1930.
- MARCAIS W., Dawar, *Encyclopédie de l'Islam*, deuxième édition, II, p. 180.
- Boyer P., *Évolution de l'Algérie médiane (ancien département d'Alger) de 1830 à 1956*, Paris, Maisonneuve, 1960.
- BOYER P., *La vie quotidienne à Alger à la veille de l'intervention française*, Paris, Hachette, 1963.
- JULIEN Ch.-A., *Histoire de l'Algérie contemporaine. La Conquête et les débuts de la Colonisation (1827-1871)*, Paris, P.U.F., 1964.

INDEX

Mots-clés : Droit, Ethnographie, Tunisie